

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



Union - Discipline - Travail

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE

**DIRECTION DES PREVISIONS, DES POLITIQUES
ET DES STATISTIQUES ECONOMIQUES**

SITUATION ECONOMIQUE 2018 ET PREVISIONS 2019-2020

Septembre 2019

I. Environnement international et national

I.1 - Environnement international

La croissance économique mondiale en 2017 est estimée à 3,8% contre 3,3% en 2016 en liaison notamment avec l'accélération de l'activité économique dans les pays émergents et les pays en développement, portée par l'amélioration de facteurs extérieurs, à savoir un environnement financier mondial favorable et une reprise dans les pays avancés. La croissance en Chine et dans d'autres pays émergents d'Asie reste vigoureuse, et la situation de plusieurs pays exportateurs de produits de base d'Amérique latine, de la Communauté des États indépendants et d'Afrique subsaharienne, qui demeurait difficile, semble s'améliorer quelque peu. Dans les pays avancés, l'accélération notable de la croissance en 2017 est générale, avec un affermissement de l'activité aux États-Unis et au Canada, dans la zone euro et au Japon.

En 2018, la croissance mondiale est estimée à 3,6% contre 3,8% en 2017. Cette légère décélération découle d'un ralentissement de croissance au niveau des pays de la Zone Euro (+1,9% contre +2,4% en 2017) en lien avec des facteurs idiosyncrasiques (nouvelles normes antipollution en Allemagne, catastrophes naturelles au Japon). Ces facteurs ont pesé sur l'activité économique de grands pays. Mais cette évolution intervient dans un contexte de détérioration de l'état d'esprit sur les marchés financiers, d'incertitude quant aux politiques commerciales et d'inquiétude pour les perspectives de la Chine.

La croissance mondiale devrait retomber à 3,2 % en 2019 avec le ralentissement persistant de la croissance des pays avancés en relation avec une contraction de la production potentielle à moyen terme. Cette contraction serait en lien avec une baisse de la croissance de la population en âge de travailler et des faibles gains de productivité. Concernant les pays émergents et les pays en développement, ils seraient mis à l'épreuve par des conditions extérieures difficiles, dans un contexte de tensions commerciales, de hausse des taux d'intérêt américains, d'appréciation du dollar, de sorties de capitaux et de volatilité des cours du pétrole

En 2020, l'activité économique mondiale devrait remonter à 3,5 % contre 3,2% en 2019 en lien notamment avec (i) la positivité de l'état d'esprit sur les marchés financiers ; (ii) la poursuite de la disparition des freins temporaire, notamment dans la zone euro ; (iii) la stabilisation de l'économie dans certains pays émergents en difficulté notamment l'Argentine et la Turquie. En outre, l'accélération de la croissance mondiale en 2020 reposerait sur la consolidation de la croissance dans les pays émergents et en développement (4,7% contre 4,1% en 2019) et dans les pays de la zone Euro (1,6% contre 1,3% en 2019) malgré un léger ralentissement dans les pays avancés (1,7% contre 1,9% en 2019).

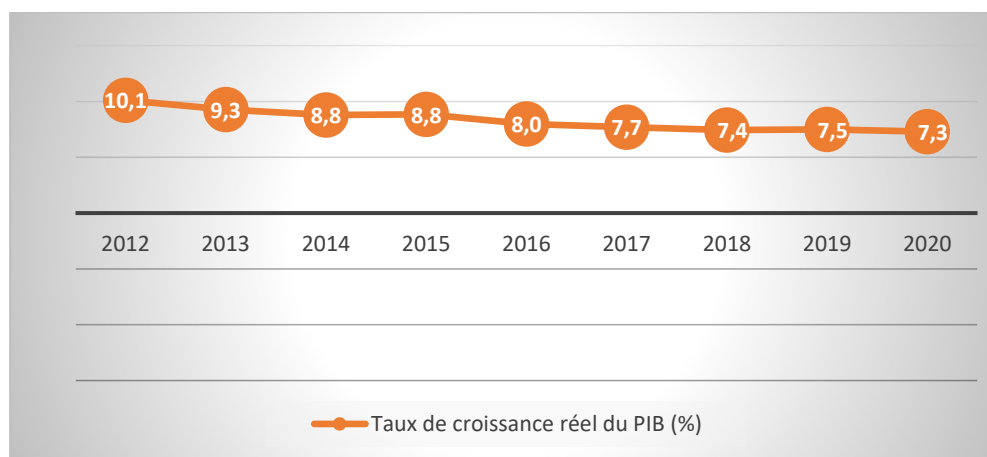
I.2 - Environnement national

L'économie ivoirienne a connu en 2017, un début d'année difficile marqué par les revendications salariales et sociales ainsi que par la chute des cours du cacao de plus de 35%. Toutefois, la résilience de l'économie à ces chocs, la prise en charge rapide des revendications et les ajustements budgétaires opérés pour tenir compte de l'impact de la chute des cours de cacao sur les recettes publiques et limiter le déficit budgétaire, ont permis à l'activité économique de continuer d'évoluer dans un cadre macroéconomique stable.

En 2018, l'environnement économique national a été caractérisé par un climat des affaires favorable et par la poursuite de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2016-2020. En outre, l'environnement des affaires a tiré avantage des différentes réformes mises en œuvre ces

dernières années. Celles-ci ont porté notamment sur la dématérialisation des formalités relatives à la création d'entreprises, aux licences et permis d'affaires, aux questions foncières, à l'enregistrement des actes et décisions de justice et aux procédures de raccordement à l'électricité. Cette dématérialisation a concerné également les services en ligne tels que la déclaration et le paiement des impôts, la déclaration des cotisations sociales, le guichet unique du commerce extérieur, la Poste de Côte d'Ivoire et l'Open Data Côte d'Ivoire.

Après 7,7% en 2017 et 7,4% en 2018, la croissance économique en Côte d'Ivoire devrait s'établir à 7,5% et 7,3% respectivement en 2019 et 2020 en lien avec la poursuite de la mise en œuvre du Plan National de Développement 2016-2020 notamment (i) le maintien de la stabilité socio-politique, (ii) la consolidation de la gouvernance, (iii) l'engagement du Gouvernement au maintien d'un bon niveau de sécurité, (iv) un climat des affaires favorable, (v) la poursuite des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie et (vi) la continuité dans la politique volontariste d'investissement dans les secteurs moteurs de croissance.



Source : MEF/DGE/DPPSE, INS

II. Estimations économiques en 2018 et prévisions en 2019-2020

A- Cadre macroéconomique en 2018

✓ Secteur réel

L'économie ivoirienne a affiché en 2018 un taux de croissance de 7,4% avec pour support du côté offre, la production agricole, les industries agroalimentaires, les produits pétroliers, les BTP et les services, puis du côté de la demande, les investissements et la consommation finale.

Du côté de l'offre,

Le secteur primaire a enregistré une croissance de 4,2% contre 11,2% en 2017 grâce au dynamisme de l'agriculture d'exportation (+7,0%) et de la production vivrière (+2,1%). Les différentes hausses de production observées sont liées notamment (i) aux conditions climatiques favorables, (ii) à la reprise végétative des caféiers qui avaient souffert du stress hydrique de la forte sécheresse survenue entre décembre 2015 et avril 2016 et (iii) à la mise en œuvre de la réforme de la filière anacarde.

L'agriculture vivrière, quant à elle, tire également avantage de la poursuite du Programme d'Urgence d'Appui à la Production Vivrière (PUAPV) qui vise à (i) permettre aux agriculteurs de produire en toute saison afin d'améliorer et d'assurer la sécurité alimentaire sur tout le territoire, (ii) moderniser la production vivrière et (iii) augmenter les revenus des producteurs.

Le secteur secondaire a progressé de 7,1% soutenu par les BTP (+16,5%), l'énergie (+4,0%), les produits pétroliers (+7,2%), les autres industries manufacturières (+5,8%) et les industries agro-alimentaires (+15,4%) et cela, malgré la baisse de l'extraction minière (-3,2%).

L'accélération des BTP s'explique par la dynamique des investissements publics matérialisée par la poursuite des travaux démarrés en 2017. Il s'agit notamment de la réhabilitation du pont Félix Houphouët Boigny, de la construction du stade olympique d'Ebimpé, de l'échangeur Akwaba, du quatrième pont qui reliera le Plateau à Yopougon en passant par Attécoubé et Adjamé.

La bonne tenue des industries agroalimentaires est à mettre en relation avec l'amélioration des taux de transformation surtout au niveau du café, de l'huile de palme, du sucre. Aussi, la fabrication de corps gras (oléine), le travail des grains, la fabrication de farine de blé, aliments pour animaux et des produits alimentaires divers sont les principaux facteurs de la performance de l'industrie agro-alimentaire.

Le secteur tertiaire a bénéficié des bonnes performances des secteurs primaire et secondaire. Il a évolué de 9,2%, grâce à l'ensemble de ses composantes que sont le transport (+9,0%), les télécommunications (+12,4%), le commerce (+8,4%) et les autres services (+8,6%).

Le secteur non marchand a progressé de 7,9% sous l'impulsion des effets combinés de la stratégie de maîtrise de la masse salariale et de la poursuite de la politique de scolarisation obligatoire et de santé pour tous. Aussi, dans le souci de créer des emplois productifs, décents et durables, plusieurs actions majeures sont entreprises notamment (i) la promotion d'emplois pour les personnes vulnérables, notamment les femmes et les personnes en situation de handicap, (ii) le renforcement du dispositif de développement de l'employabilité et de l'entrepreneuriat.

Les droits et taxes nets de subventions ont également poursuivi leur tendance à la hausse pour s'établir à 7,5%, soutenus par les différentes réformes en cours dans l'Administration fiscale et la dynamique de la consommation des ménages qui impulse un bon recouvrement de la TVA.

Au niveau de la demande,

La croissance a été tirée par l'affermissement des investissements (+14,4%) et la consolidation de la consommation finale (+7,2%).

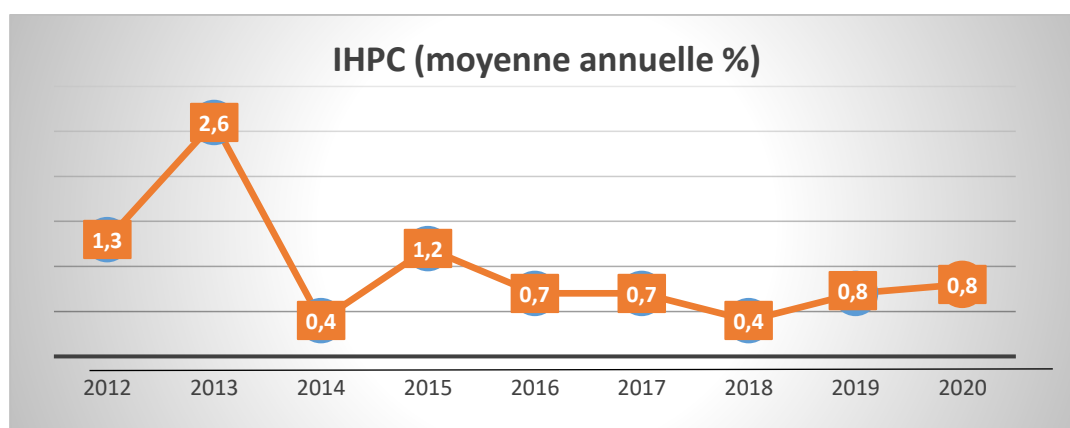
Les investissements se sont accrus de 14,4% après 11,9% en 2017 tirés principalement par les investissements privés (+23,1%), en l'occurrence le barrage de Gribo Popoli, le renforcement des outils de production dans les secteurs manufacturiers (développement de la zone industrielle PK24), le développement des puits miniers et pétroliers et la construction immobilière. Ainsi, le taux d'investissement global est ressorti à 20,8% avec un taux d'investissement privé de 13,8%.

Quant à la **consommation finale** (+7,2%), elle a bénéficié de l'accroissement de la consommation des ménages (+7,8%). Cet accroissement est lié à la hausse des revenus des ménages salariés et à la création d'emplois aussi bien dans le secteur public que privé. Quant à la consommation publique, elle a connu une évolution de 3,4% en 2018 contre 5,3% en 2017.

Les importations de biens et services ont progressé de 5,7% en 2018, imputables aussi bien à l'accroissement des volumes (+7,5%) qu'au renchérissement des prix (+6,3%).

Les exportations de biens et services sont légèrement en hausse de 0,3%. Cette quasi-stagnation résulte à la fois de la contraction des ventes de produits primaires (-5,8%) et de produits transformés (-6,4%). Les produits primaires ont subi une baisse des prix de 7,3%, malgré une légère hausse des volumes de 1,6%. Ce retrait des produits primaires en valeur provient principalement des produits de l'agriculture industrielle et d'exportation, notamment le cacao fèves (-12,4%), la noix de cajou (-3,4%) et le caoutchouc (-14,4%). Quant aux produits transformés, ils ont pâti à la fois d'un fléchissement des prix (-4,0%) et des volumes (-2,5%). Leur repli en valeur est imputable à la fois aux produits de la première transformation (-7,6%) qui ont subi une baisse des prix de 8,8% et aux produits manufacturés dont les quantités vendues se sont contractées de 7,4%.

L'inflation est contenue à 0,4% en dessous du seuil communautaire de 3%, grâce à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à la stabilité des prix des produits pétroliers, à un meilleur approvisionnement des marchés des autres biens de consommation finale et à la politique de lutte contre la cherté de la vie.



Source : MEF/DGE/DPPSE, INS

✓ **Finances publiques**

En 2018, la situation des finances publiques a été marquée par une bonne tenue des recettes totales et dons par rapport à 2017 et une exécution des dépenses totales et prêts nets orientée principalement vers l'amélioration du cadre de vie des populations et le renforcement des bases de la croissance économique.

Les recettes totales et dons sont ainsi ressortis à 4 764,1 milliards en 2018, en hausse de 5,3% par rapport à 2017, comportant 4 517,9 milliards de recettes intérieures et 246,2 milliards de dons.

Les recettes fiscales se sont établies à 3 651,1 milliards, en hausse de 193,0 milliards (+5,6%) par rapport à 2017. Il en est résulté une pression fiscale de 16,2% (y compris les recettes affectées). Quant aux recettes non fiscales, elles ont atteint en 2018 le niveau de 635,6 milliards contre 596,5 milliards en 2017, soit une hausse de 39,1 milliards essentiellement due aux recettes de services (+18,9 milliards).

S'agissant des dépenses publiques, bien que maîtrisées, elles ont connu une hausse de 3,4% par rapport à 2017. Cette augmentation est relative à l'accroissement des dépenses de personnel (+109,6 milliards; +7,2%) et d'investissement (+20,5 milliards ; +1,3%). En définitive, les dépenses

totales et prêts nets ont été exécutés à hauteur de 5 708,3 milliards en 2018 contre 5 521,8 milliards en 2017. La progression des dépenses de personnel tient compte des avancements judiciaires et des recrutements dans les secteurs clés tels que l'éducation et la santé. Concernant les dépenses d'investissement, leur hausse s'explique par l'augmentation des dépenses liées au programme d'investissement routier financé à travers le Fonds d'Entretien Routier (FER).

La maîtrise des dépenses publiques a entraîné une amélioration du déficit budgétaire qui est passé de 4,5 % du PIB en 2017 à 4,0% du PIB en 2018. Pour couvrir ce déficit, le recours aux marchés sous régional et international a permis de mobiliser 1 452,3 milliards.

✓ **Balance des paiements**

Les échanges extérieurs ont enregistré un solde global excédentaire de 269,3 milliards en 2018 après le solde déficitaire de 3,6 milliards en 2017, traduisant une entrée nette de devises. Cet excédent est imputable à l'importante mobilisation de ressources extérieures de l'Administration publique.

Le compte des transactions courantes a enregistré un déficit de 4,7% du PIB, après celui de 2,8% en 2017. Ce résultat provient des soldes déficitaires des services et de ceux des revenus, dans un contexte de dégradation de la balance des biens.

S'agissant particulièrement de la balance des services, le déficit structurel s'est amoindri de 16,9%, en relation, principalement, avec la diminution des importations de services techniques dans les secteurs de l'extraction de l'or et du pétrole brut.

Le déficit des revenus est ressorti plus élevé de 5,0%. Il résulte de l'accroissement des paiements des revenus d'investissements, de l'augmentation des dépenses au titre des contributions de l'Administration publique au fonctionnement des organisations internationales et de la hausse des paiements des transferts personnels vers l'étranger.

Au niveau du compte financier, il ressort un accroissement net des passifs, traduisant l'entrée nette de capitaux dans l'économie ivoirienne. Cette évolution résulte principalement des flux d'investissements directs étrangers entrants, des investissements de portefeuille entrants, dont l'émission d'euro-obligations par l'Administration publique, et des tirages publics sur les ressources financières extérieures.

✓ **Situation monétaire**

En 2018, les statistiques monétaires ont été marquées par une progression de la masse monétaire de 13,4% (+1 148,8 milliards) contre 9,2% en 2017. Cet accroissement est dû essentiellement aux créances intérieures qui se sont accrues de 12,6% contre 14,8% en 2017 du fait des créances sur l'administration centrale qui ont augmenté de 337,2 milliards (+17,0%) contre 256,6 milliards en 2017 soit 14,9%. Les créances sur l'économie se sont également accrues de 708,7 milliards (+11,2%) contre 813,4 milliards (14,8%) en 2017. S'agissant des avoirs extérieurs nets, ils ont enregistré une hausse de 15,3% contre 0,5% en 2017. Cette évolution est en lien avec le déficit de la balance des transactions courantes.

B- Perspectives économiques en 2019

Après un taux de croissance de 7,4% en 2018, l'économie ivoirienne devrait croître de 7,5 en 2019. Son évolution suivant ses composantes se présenterait comme suit :

✓ Secteur réel

Au niveau de l'offre,

Le secteur primaire devrait connaître une hausse de 2,3% contre 4,2% en 2018, tiré par la production vivrière (+3,8%) malgré la stagnation de l'agriculture d'exportation. La production vivrière bénéficierait de la poursuite des investissements dans le secteur agricole (PNIA 2, SNDR, etc.) et de la redynamisation des organisations professionnelles dans le secteur du vivrier. Quant à l'agriculture d'exportation, la stagnation serait liée aux effets compensés de la baisse de certaines productions notamment le café (-24,2%), le cacao (-0,6%), l'anacarde (-4,1%) et de la hausse des autres spéculations notamment la banane (+23,4%), le coton (+13,7%), l'ananas (+11,8%). En outre, les projections dans le domaine agricole tablent sur un meilleur traitement phytosanitaire des plantations ainsi qu'une amélioration des voies de desserte et des prix rémunérateurs.

Le secteur secondaire progresserait de 9,7% contre 7,1% en 2018, soutenu par les produits pétroliers (+17,7%), les BTP (+18,0%), les autres industries manufacturières (+6,0%), les industries agroalimentaires (+15,0%), l'énergie (+7,0%) et l'extraction minière (+3,6%). En outre, l'activité industrielle soutenue par les investissements publics et privés bénéficierait (i) de l'augmentation des capacités de production, (ii) de nouvelles installations, (iii) de la mise en œuvre du Programme d'amélioration de la compétitivité des entreprises de transformation du cacao et de l'anacarde et (iv) de la dynamique des demandes intérieures privées.

Le secteur tertiaire évoluerait de 9,1% en 2019 contre 9,2% en 2018, grâce à l'ensemble de ses composantes, notamment le transport qui augmenterait de 9,2%, les télécommunications de 12,0%, le commerce de 8,6% et les autres services de 8,5%. La dynamique au niveau des services serait impulsée par (i) la construction et la réhabilitation d'infrastructures de mise à marché, (ii) l'identification et la délivrance de la carte de commerçant, (iii) la mise en place de la Bourse Régionale des Produits Vivriers (BRPV), (iv) la surveillance du marché et surtout (v) la lutte contre la vie chère à travers des communications à l'attention du grand public sur les prix, la disponibilité des produits de grande consommation et l'organisation de thématiques relatives au coût de la vie. En outre, la dynamique au niveau du secteur tertiaire serait induite par les performances des secteurs primaire et secondaire.

Le secteur non marchand devrait croître de 2,8% contre 7,9% en 2018 prenant en compte les effets combinés de la stratégie de maîtrise de la masse salariale et de la poursuite des politiques de scolarisation obligatoire et de santé pour tous.

Les droits et taxes nets de subventions ressortiraient en hausse de 9,8% contre 7,5% en 2018, grâce notamment aux différentes réformes en cours dans l'Administration fiscale et au dynamisme de l'activité économique.

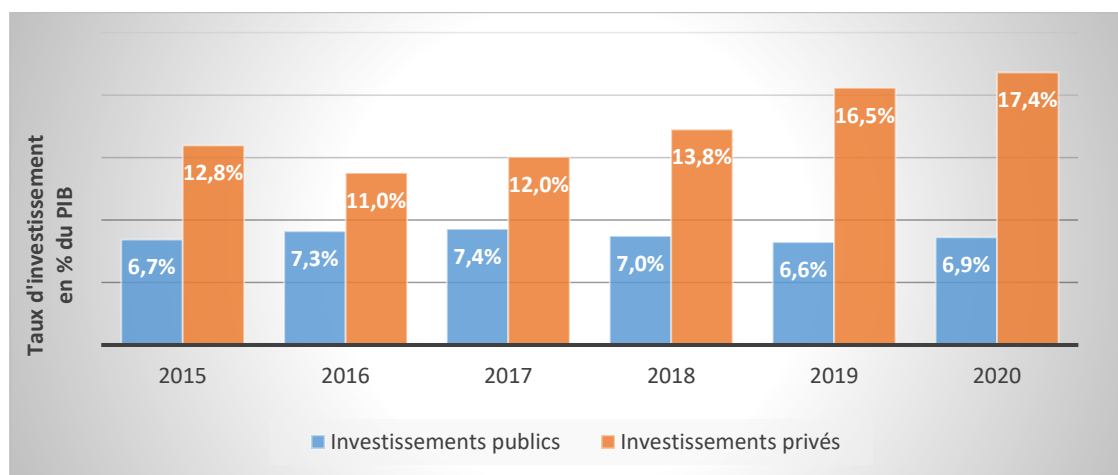
Au niveau de la demande,

La croissance serait tirée par la consolidation de la consommation finale (+5,0%) et l'affermissement des investissements (+14,5%).

La **consommation finale** (+5,0%) bénéficierait de la hausse des revenus des ménages aussi bien du privé que du public et de la création d'emplois. La hausse des revenus des ménages du public résulterait (i) de la poursuite du déblocage, tous les deux ans, des salaires commencé en 2013, pour l'ensemble des fonctionnaires et (ii) de la poursuite des promotions aux grades supérieurs A5, A6, A7 dans tous les emplois de la fonction publique. Concernant le secteur agricole, des efforts seront

toujours faits par le Gouvernement pour la poursuite du respect de son engagement visant à assurer des revenus stables aux producteurs, grâce notamment à la fixation d'un prix garanti bord-champ représentant au moins 60% du prix coût, Assurance et Fret (CAF) de référence.

Les investissements (+14,5%) seraient soutenus par la poursuite des chantiers publics et le renforcement des outils de production dans le secteur manufacturier ainsi que celui de la construction. Les chantiers publics concernent les infrastructures économiques notamment la construction du 4^{ème} pont d'Abidjan, du barrage de Gribo Popoli, de l'autoroute Yamoussoukro-Tiébissou, de l'échangeur « Amitié Ivoir-Japonnaise », la Réhabilitation du pont Félix Houphouët Boigny, etc.). Ainsi, le taux d'investissement global ressortirait à 23,1% du PIB contre 20,8% du PIB en 2018. Le taux d'investissement public s'établirait à 6,6% en 2019.



Source : MEF/DGE/DPPSE, INS

Les importations de biens et services progresseraient de 5,9% contre 5,7% en 2018 sous l'impulsion du dynamisme de l'économie. **Les exportations de biens et services** seraient en hausse de 9,6% contre 0,3% en 2018, en raison de la bonne tenue des productions minières, pétrolières et des produits transformés.

L'inflation serait contenue à 0,8% en dessous du seuil communautaire de maximum 3%, grâce à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à la stabilité des prix des produits pétroliers, à un meilleur approvisionnement des marchés des autres biens de consommation finale et à la poursuite de la politique de lutte contre la cherté de la vie.

✓ **Finances publiques**

Les choix arrêtés en matière de finances publiques pour 2019 conduiraient à un déficit budgétaire de 3,0% du PIB contre 4,0% en 2018, conformément aux engagements pris par le Gouvernement dans le cadre du programme économique et financier. En effet, les recettes totales et dons sont estimés à 5 259,1 milliards (20,3% du PIB) face à des dépenses de 6 049,2 milliards (23,3% du PIB). Ces niveaux de recettes et de dépenses prennent en compte, en 2019, les recettes fiscales affectées et les dépenses correspondantes non antérieurement enregistrées dans le TOFE s'établissant à 242,8 milliards.

La bonne performance des recettes projetées serait liée au dynamisme de l'activité économique et à un bon niveau de recouvrement des recettes fiscales qui passeraient de 3 651,1 milliards en 2018 à 4 056,6 milliards en 2019, soit un taux de pression fiscale de 16,6% (y compris les recettes affectées).

En outre, les dépenses publiques continueraient d'être tirées par les dépenses d'investissements qui représenteraient près de 26,4% de l'ensemble des dépenses en 2019.

Pour le financement de son déficit, l'État devrait recourir aux marchés monétaire et financier de l'UEMOA pour un montant de 1 371,5 milliards dont 500,0 milliards de prêt bancaire international en Euro et au soutien des PTFs à travers d'une part, des appuis budgétaires estimés à 262,7 milliards et d'autre part, des prêts projets à hauteur de 592,0 milliards.

✓ **Balance des paiements**

En 2019, le solde global devrait ressortir à 0,7% du PIB, correspondant à une entrée nette de 170,5 milliards.

Le compte courant de la balance des paiements enregistrerait un déficit de 4,2% du PIB en 2019, après celui de 4,7% en 2018. Cette situation résulte, d'une part, d'un déficit structurel plus élevé au niveau des services ainsi que des revenus et, d'autre part, d'une amélioration de la balance commerciale des biens. Celle-ci dégagerait un solde excédentaire plus important que celui de l'année précédente de 21,4%, en lien avec le rebond des exportations.

Au niveau des autres transactions courantes, il ressortirait des déficits plus élevés par rapport à l'année 2018. Ainsi, au niveau des services, le déficit serait plus important de 10,2% en 2019 par rapport à celui de 2018, à cause de l'augmentation des paiements effectués par les résidents au titre des transports de marchandises importées et des services techniques, notamment dans le domaine de l'extraction minière. Le déficit du revenu primaire s'aggraverait de 12,1% par rapport à l'année précédente, en raison de l'accroissement des paiements des revenus d'investissements aussi bien par l'Administration publique que par le secteur privé. Le déficit du revenu secondaire devrait se stabiliser à 305,9 milliards après 306 milliards en 2018 de croissance, en lien avec l'augmentation des dépenses au titre des contributions de l'Administration publique au fonctionnement des organisations internationales et de la hausse des transferts personnels sortants.

Concernant l'excédent du compte de capital, il augmenterait pour se fixer à 145,2 milliards, soit une progression de 63,6%, sous l'effet de la hausse des dons projets reçus par l'Administration publique.

Le compte financier enregistrerait une entrée nette de capitaux étrangers dans l'économie ivoirienne en 2019, plus faible que celle de 2018. Cette situation s'explique surtout par la diminution du montant net des mobilisations de ressources financières extérieures par l'Administration publique, qui a opté pour des prêts en devises plutôt qu'une émission de titres publics sur le marché des capitaux. Ainsi, le solde du compte financier devrait ressortir à -1107,8 milliards après -1 304,6 milliards en 2018. Ce niveau est imputable aux entrées nettes d'IDE et des autres investissements.

Il en résulterait un solde global excédentaire de 170,5 milliards de FCFA en 2019, après l'excédent de 269,3 milliards en 2018.

✓ **Situation monétaire**

Les statistiques monétaires en 2019 seraient caractérisées par une augmentation de la masse monétaire de 9,3% après 13,4% enregistrée en 2018. Cette hausse dans le sillage de celle du PIB en valeur, est amenée aussi bien par les dépôts que par la circulation fiduciaire qui progresseraient respectivement de 10,9% et 4,5% en 2019. Toutefois, la proportion des billets et pièces dans la masse monétaire (taux de préférence pour la liquidité) s'inscrit en baisse en relation avec la progression de la bancarisation et des nouveaux moyens de paiements.

Les actifs extérieurs nets sont prévus en hausse de 170,5 milliards en 2019. La position extérieure des banques devrait donc s'améliorer au profit de celle de la Banque Centrale.

Concernant les créances intérieures, les créances nettes sur l'administration centrale varieraient de 9,1 milliards en 2019 alors que la progression des créances sur l'économie se situerait à un taux de 10,3%, après les différentes croissances observées sur les trois dernières années, en liaison avec le financement bancaire du secteur privé. Le ratio crédit à l'économie/PIB évoluerait de 29,4% en 2018 à 29,8% en 2019.

C- Perspectives économiques en 2020

Les principales hypothèses qui sous-tendent la croissance du PIB en 2020, année d'achèvement du PND 2016-2020, prennent en compte le maintien de la stabilité socio-politique, la poursuite des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie et la continuité dans la politique volontariste d'investissement dans les secteurs moteurs de croissance.

De façon spécifique, il s'agit :

- ✓ de prévisions météorologiques favorables ;
- ✓ de la quasi-stagnation du cours international du cacao ainsi que du dollar en moyenne sur la période 2019-2021 ;
- ✓ de la stabilité des prix des autres produits de l'agriculture d'exportation sur la période ;
- ✓ de la poursuite des chantiers du Gouvernement ;
- ✓ de l'amélioration continue de l'environnement des affaires ;
- ✓ du renforcement du cadre de financement des PME et PMI ;
- ✓ de la multiplication des forums économiques en vue d'accroître les investissements directs étrangers ;
- ✓ de la mise à disposition des terrains industriels dans les meilleurs délais ;
- ✓ du renforcement de la confiance des opérateurs du secteur privé dans le cadre des discussions Gouvernement-secteur privé ;
- ✓ de la poursuite des réformes structurelles notamment dans le secteur financier ;
- ✓ de l'affermissement de la trésorerie de l'Etat ;
- ✓ du raffermissement de la capacité d'absorption avec la réduction des délais d'appel d'offre.

Ainsi, en 2020, le taux de croissance ressortirait à 7,3%.

L'évolution de l'économie ivoirienne suivant ses composantes se présenterait comme suit :

✓ Secteur réel

Au niveau de l'offre,

Le secteur primaire devrait croître de 2,0% contre 2,3% en 2019 en dépit de la baisse de l'agriculture d'exportation, grâce à la production vivrière (+4,0%) qui bénéficierait toujours de la poursuite des investissements dans le secteur agricole (PNIA 2), de la redynamisation des organisations professionnelles dans les différents secteurs et de la maîtrise de la production nationale par le renforcement des mesures de contrôle des frontières terrestres.

Le secteur secondaire progresserait de 9,9% contre 9,7% en 2019 en lien avec la hausse des BTP (+17,0%), des autres industries manufacturières (+7,8%), de l'extraction minière (+5,9%), des industries agroalimentaires (+12,6%), de l'énergie (+8,2%) et des produits pétroliers (+3,5%). Ce secteur bénéficierait toujours de la hausse des investissements pour l'augmentation des capacités de production.

Le secteur tertiaire ressortirait à 8,9% en 2020 contre 9,1% en 2019, grâce au transport (+9,8%), aux télécommunications (+11,0%), au commerce (+8,0%) et enfin aux autres services (+8,4%). Cette dynamique serait induite par les performances des secteurs primaire et secondaire.

Le secteur non marchand devrait croître une croissance de 1,5% contre 2,8% en 2019, tenant compte des effets de la poursuite des politiques de scolarisation obligatoire et de santé pour tous.

Les droits et taxes nets de subventions ressortiraient en hausse de 9,7% contre 9,8% en 2019, grâce toujours aux différentes réformes en cours dans l'Administration fiscale et au dynamisme de l'activité économique.

Au niveau de la demande,

La croissance serait tirée par le dynamisme des investissements (+13,9%) et l'affermissement de la consommation finale (+4,8%).

La **consommation finale** (+4,8%) bénéficierait de la hausse des revenus des ménages et de la création d'emplois.

Les investissements (+13,9%) seraient soutenus par la poursuite des chantiers publics (Aménagement et bitumage de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké, Construction d'un pont à hauban sur la baie de Cocody, Construction de routes et échangeurs dans le cadre du projet de transport urbain d'Abidjan, barrage de Gribo Popoli, 4^{ème} pont d'Abidjan, etc.) et par le renforcement des outils de production dans le secteur industriel et de la construction. Ainsi, le taux d'investissement global ressortirait à 24,3% du PIB contre 23,1% du PIB en 2019. Le taux d'investissement public s'établirait à 6,9% en 2020.

Les importations de biens et services progresseraient de 4,8% contre 5,9% en 2019, toujours sous l'impulsion du dynamisme de l'économie. **Les exportations** de biens et services augmenteraient de 4,8% contre 9,6% en 2019, en raison de la bonne tenue des productions minières et des produits transformés.

L'inflation serait contenue à 0,8% en 2020, en dessous du seuil communautaire de maximum 3%, grâce à l'accroissement de l'offre de produits alimentaires, à la poursuite de l'amélioration des circuits de distribution et des voies de dessertes agricoles, à un meilleur approvisionnement des marchés et à la politique de lutte contre la cherté de la vie.

✓ **Finances publiques**

Les prévisions des finances publiques en 2020 tablent sur une stagnation du solde budgétaire global. En effet, le déficit du solde budgétaire ressortirait à 3,0% tout comme en 2019.

Les recettes totales et dons atteindraient 5 711,4 milliards (20,2 % du PIB) contre une estimation de 5 259,1 milliards en 2019 (20,3% du PIB) y compris les recettes affectées. Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils s'établiraient à 6 574,2 milliards en 2020 (23,2% du PIB) contre 6 049,2 milliards à exécuter en 2019 (23,3% du PIB), soit une progression de 525,0 milliards. Cette évolution est en ligne avec la poursuite des actions inscrites dans le PND 2016-2020, visant entre autres la consolidation de la croissance économique davantage inclusive, à travers notamment la réalisation des investissements prévus pour la mise en œuvre de programmes tels que « l'école obligatoire ».

En matière d'endettement, le Gouvernement continuera à privilégier les sources concessionnelles de financement. Cependant, pour la réalisation de certains investissements, une enveloppe de financement non concessionnel sera nécessaire. Toutefois, le Gouvernement entend s'assurer que tous les emprunts publics, y compris ceux non concessionnels, soient contractés dans le cadre de la politique nationale d'endettement afin de préserver la viabilité de la dette et la soutenabilité des finances publiques.

✓ **Balance des paiements**

En 2020, le solde global devrait ressortir excédentaire à 0,9% du PIB.

Le compte des transactions courantes enregistrerait un déficit de 4,2% du PIB, comme l'année d'avant. Ce déficit serait dû à ceux des services (4,6% du PIB), du revenu primaire (4,0%) et du revenu secondaire (1,2%), malgré l'excédent de la balance des biens (5,6%). Cet excédent commercial devrait se renforcer de 1,5% par rapport à 2019, du fait principalement de l'augmentation des exportations des produits pétroliers et de l'or non monétaire, et de la baisse des importations de produits pétroliers.

Au niveau des revenus, le solde déficitaire se creuserait en raison des paiements des intérêts de la dette publique, des dividendes par les entreprises à capitaux étrangers ainsi que l'augmentation des fonds émis, vers l'extérieur, par les travailleurs migrants.

Le compte de capital enregistrerait un excédent plus important en 2020 par rapport à 2019. Au regard de ces évolutions du compte des transactions courantes et du compte de capital, le besoin de financement de l'économie se situerait à 1.016,1 milliards en 2020, après celui de 937,2 milliards en 2019.

S'agissant du compte financier, il ressortirait une entrée nette des capitaux étrangers en 2020 de 1 277,1 milliards, après celle de 1 107,8 milliards en 2019, soit une progression de 15,3%.

Cet afflux de capitaux étrangers proviendrait de la hausse des investissements directs étrangers et de la mobilisation des ressources financières par l'Administration publique au titre des prêts projets et des autres emprunts à l'extérieur.

Au total, les évolutions des différentes opérations extérieures de l'économie ivoirienne en 2020 aboutiraient à un solde global de la balance des paiements excédentaire de 261,0 milliards, après l'excédent de 170,5 milliards en 2019.

✓ **Situation monétaire**

Les statistiques monétaires en 2020 seraient marquées par une augmentation de la masse monétaire de 10,5% après 9,3% enregistrée en 2019. Cette hausse dans le sillage de celle du PIB en valeur, est amenée aussi bien par les dépôts que par la circulation fiduciaire qui progresseraient respectivement de 12,1% et 5,4% en 2020.

Les actifs extérieurs nets sont prévus en hausse de 261,0 milliards en 2020. La position extérieure des banques devrait se dégrader au profit de celle de la Banque Centrale en lien avec le rapatriement des avoirs extérieurs.

Les créances intérieures se consolideraient davantage de 956,7 milliards pour se situer à 11 027,7 milliards en 2020, après 10 071,0 milliards en 2019 sous l'effet conjugué d'un désengagement net de l'État et d'une hausse des créances sur l'économie (+15,2% ; +1 177,2 milliards) en liaison avec le financement bancaire du privé. Le ratio crédit à l'économie/PIB évoluerait de 31,5% en 2020 après 29,8% en 2019.

Conclusion

Après un début d'année difficile en 2017 suite aux revendications salariales et sociales ainsi que la chute des cours du cacao de plus de 35% qui ont entraîné des ajustements budgétaires, l'environnement économique national en 2018 a été caractérisé par un climat des affaires favorables et par la poursuite de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2016-2020. Ainsi, il en est ressorti un taux de croissance de 7,4% soutenu du côté de l'offre par l'ensemble de ses secteurs et du côté de la demande par la consommation finale et les investissements.

L'année 2019 devrait connaître la poursuite de la mise en œuvre du PND 2016-2020 avec un taux de croissance de 7,5% en lien avec un certain nombre de réformes structurelles, de mesures de politiques économiques et fort de la dynamique des investissements publics et privés.

La croissance économique se consoliderait à 7,3% en 2020, s'appuyant au niveau de l'offre sur la production agricole, les activités manufacturières, la construction, l'énergie, les services en général et, du côté de la demande, principalement sur les investissements et la consommation finale.

ANNEXES

CADRAGE MACRO-ECONOMIQUE 2015-2020 (Version provisoire)						
TABLEAU RESUME DES PRINCIPAUX AGREGATS (ANNEE DE BASE CONSTANTE FIXE = 2009)						
Version du 25 septembre 2019_22h00	2015	2016	2017	2018	2019	2020
25/9/19 22:00	comptes définitifs	comptes définitifs	comptes provisoires	estimations MEF	prévisions sept. 2019	prévisions sept. 2019
1. En valeur (milliards Francs courants)						
PIB total	19 595,4	20 931,4	22 150,8	23 899,8	25 955,1	28 307,7
Variation annuelle en %	12,2	6,8	5,8	7,9	8,6	9,1
PIB par habitant prix courant (en milliers de FCFA)	827,4	861,8	889,3	935,6	990,7	1 053,6
Epargne intérieure brute (EIB)	4 619,6	4 340,9	4 419,1	4 851,8	5 804,2	7 029,3
en % du PIB	23,6	20,7	19,9	20,3	22,4	24,8
FBCF	3 826,9	3 826,3	4 312,8	4 968,1	5 984,0	6 889,1
Taux d'investissement en %	19,5	18,3	19,5	20,8	23,1	24,3
<i>public</i>	6,7	7,3	7,4	7,0	6,6	6,9
<i>privé</i>	12,8	11,0	12,0	13,8	16,5	17,4
ICOR	2,2	2,3	2,5	2,8	3,1	3,3
Solde commercial (FOB-FOB)	978,5	865,6	665,7	399,5	647,8	625,5
Taux de couverture en %	116,4	115,3	110,7	106,5	110,2	109,4
PIB en francs constants 2009 (milliards FCFA)	15 961,4	17 233,9	18 561,2	19 940,9	21 427,7	22 990,6
PIB/hab à prix constant 2009 (milliers de FCFA)	674,0	709,5	745,2	780,6	817,9	855,7
Délateur du PIB base 100 = 2009	122,8	121,5	119,3	119,9	121,1	123,1
2. Variations en volume (en %)						
PIB total	8,8	8,0	7,7	7,4	7,5	7,3
- secteur primaire	2,9	7,5	11,2	4,2	2,3	2,0
- secteur secondaire	8,3	6,6	3,0	7,1	9,7	9,9
- secteur tertiaire	8,2	8,9	6,6	9,2	9,1	8,9
-secteur non marchand	7,7	6,6	15,8	7,9	2,8	1,5
- droits et taxes	25,0	9,4	8,7	7,5	9,8	9,7
PIB par habitant	6,1	5,3	5,0	4,8	4,8	4,6
FBCF	14,6	2,9	11,9	14,4	14,5	13,9
Consommation finale	12,5	11,2	4,0	7,2	5,0	4,8
Exportations de biens	8,2	2,2	17,6	0,5	10,2	5,1
Importations de biens	18,9	1,9	7,5	6,3	5,8	5,4
3. Prix implicites (variation annuelle en %)						
Déflateur implicite du PIB	3,1	-1,1	-1,7	0,4	1,1	1,6
Déflateur conso. des ménages	0,9	-0,9	0,7	0,4	0,8	0,8
IHPC (moyenne annuelle %)	1,2	0,7	0,7	0,4	0,8	0,8
Termes de l'échange des biens	5,9	-1,3	-5,0	-6,0	-0,6	-0,5
4. Contributions à la croissance du PIB						
- secteur primaire	0,6	1,4	2,1	0,8	0,4	0,4
- secteur secondaire	1,9	1,5	0,7	1,5	2,1	2,2
- secteur tertiaire	3,1	3,3	2,5	3,4	3,5	3,4
- secteur non marchand	0,7	0,6	1,4	0,7	0,3	0,1
- droits et taxes	2,6	1,1	1,0	0,9	1,2	1,2
Total PIB	8,8	8,0	7,7	7,4	7,5	7,3
5. Données en dollar US						
PIB nominal (milliards)	33,1	35,3	38,1	43,0	44,6	48,9
PIB par habitant	1 399,7	1 453,8	1 530,8	1 685,1	1 704,2	1 820,9
FBCF(milliards)	6,5	6,5	7,4	8,9	10,3	11,9
Exportations totales (milliards)	12,5	11,8	12,8	12,8	13,0	13,6
dont biens	11,7	11,0	11,9	11,8	12,0	12,6
Importations totales (milliards)	11,4	10,7	11,8	12,6	12,5	13,1
Pour mémoire:						
Nombre d'habitants (millions) (*)	23,7	24,3	24,9	25,5	26,2	26,9
croissance démographique en %	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6
FCFA pour 1 dollar (moyenne annuelle)	591,2	592,8	580,9	555,2	581,4	578,6

Source : MPMEF / Direction Générale de l'Economie / Direction de la Conjoncture et de la Prévision Economiques, Institut National de la Statistique (INS).

(*) RGPH mai 2014, population en fin d'année

HYPOTHESES DU CADRAGE MACRO-ECONOMIQUE 2015-2020 (Version provisoire)

version du 25 septembre 2019	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Productions (en milliers de tonnes)	comptes définitifs	comptes définitifs	comptes provisoires	estimations MEF	prévisions sept. 2019	prévisions sept. 2019
Café	126,7	105,6	33,6	123,9	94,0	115,0
Cacao	1 825,6	1 634,4	2 033,5	2 113,2	2 100,0	2 000,0
Bananes	359,9	427,0	438,1	449,1	554,2	568,0
Ananas	49,8	38,9	48,9	46,6	52,1	53,4
coton graine	434,9	332,4	352,7	412,6	469,0	506,4
Huiles de palme	424,1	451,0	433,8	560,5	603,8	563,2
Sucre	198,7	188,0	191,6	186,6	190,4	194,2
Caoutchouc	360,0	453,0	606,4	624,1	665,2	698,4
Anacarde	702,5	649,6	711,2	761,3	730,0	850,0
Pétrole (milliers de barils)	10 735,1	15 425,9	12 440,5	11 784,6	12 167,6	11 702,9
<i>Barils/jour</i>	29 411,4	42 262,7	34 083,6	32 286,7	33 336,0	32 062,6
Gaz (millions de metre cube)	2 224,3	2 395,0	2 153,3	1 956,4	1 943,1	2 207,5
Or (en kilogramme)	23 540,0	25 054,6	25 395,8	24 457,4	26 000,0	28 000,0
Manganèse (tonnes)	263 200,0	200 280,0	510 073,0	930 959,3	1 000 000,0	1 100 000,0
Diamant (carats)	9 200,0	16 290,0	7 360,8	5 678,3	6 000,0	6 500,0
Nickel (milliers de tonnes)	0,0	0,0	379,8	889,6	1 000,0	1 100,0
Production de produits pétroliers (Kt)	3175,6	2895,6	3061,8	3 376,4	4 071,2	3 883,6
Production d'électricité (GWH)	8623,8	10072,2	9802,7	9 850,4	10 705,0	11 337,1
Croissance en volume (en %)						
OFFRE						
Secteur primaire	2,9	7,5	11,2	4,2	2,3	2,0
Agriculture vivrière, élevage	-1,0	14,2	6,6	2,1	3,8	4,0
Agriculture d'exportation	7,5	0,2	18,7	7,0	0,0	-0,6
Sylviculture	27,5	-34,8	-10,0	2,0	26,0	0,0
Pêche	30,7	-1,6	-2,0	1,1	0,0	-0,2
Secteur secondaire	8,3	6,6	3,0	7,1	9,7	9,9
Extraction minière	20,4	13,9	-4,2	-3,2	3,6	5,9
Industries agro-alimentaires	-1,7	-2,1	6,5	15,4	15,0	12,6
Produits pétroliers	15,8	-7,9	-9,1	7,2	17,7	3,5
Energie (gazeaulec)	5,2	21,3	3,2	4,0	7,0	8,2
BTP	18,3	4,0	4,5	16,5	18,0	17,0
Autres industries manufacturières (1)	6,8	3,2	6,2	5,8	6,0	7,8
Secteur tertiaire	8,2	8,9	6,6	9,2	9,1	8,9
Transports	19,6	18,6	9,2	9,0	9,2	9,8
Télécommunication	5,1	4,3	-2,0	12,4	12,0	11,0
Commerce	6,5	6,0	8,0	8,4	8,6	8,0
Autres services (2)	7,9	10,0	8,2	8,6	8,5	8,4
Droits et taxes	25,0	9,4	8,7	7,5	9,8	9,7
Pib non marchand	7,7	6,6	15,8	7,9	2,8	1,5
DEMANDE						
Consommation finale	12,5	11,2	4,0	7,2	5,0	4,8
<i>Consommation des ménages</i>	13,8	11,2	3,8	7,8	5,1	5,0
<i>Consommation publique</i>	5,4	11,4	5,3	3,4	4,3	3,4
Investissements	14,6	2,9	11,9	14,4	14,5	13,9
<i>Investissements privés</i>	18,3	-5,5	15,0	23,1	21,3	14,4
<i>Investissements publics</i>	8,5	18,4	7,3	0,7	1,5	12,8
Exportations de biens et services	6,9	2,2	17,6	0,3	9,6	4,8
Importations de biens et services	15,9	1,9	7,5	5,7	5,9	4,8
Produit intérieur brut (PIB)	8,8	8,0	7,7	7,4	7,5	7,3
Déflateur	3,1	-1,1	-1,7	0,4	1,1	1,6

Source: MEF/DGE/DPPSE

(1) Fabrication de meubles, Fabrication de produits chimiques, Fabrication de produits en caoutchouc, Travail du bois, production de ciment et matériaux de construction, etc.

(2) Entretien et réparations divers, Hôtellerie et Tourisme, Services immobiliers, services aux entreprises, etc